

L'Europe déboussolée

Emile H. Malet

Les retombées de la grave crise financière qui ont ébranlé l'Europe au printemps 2010, ses Etats et ses institutions, sont certes liées à la crise économique qui a pris naissance aux Etats-Unis en 2008 après la débâcle des *subprimes* (prêts immobiliers hypothécaires) mais aussi à l'actuelle fragilité politique d'une Europe qui n'avance plus... sinon contrainte et forcée par une situation financière quasi exsangue. La stagnation européenne a une généalogie plurielle, qu'il convient de cerner si l'on se propose de tirer profit de la crise.

L'élargissement européen s'est arrêté au sud avec une Turquie non désirée et « promise » à un partenariat privilégié et à l'est avec les « défections » de l'Ukraine et de la Géorgie – la Russie ne se satisfaisant pas d'une Union européenne qui viendrait empiéter sur son « proche étranger ». Quoi qu'en disent les princes européens qui nous gouvernent, ils n'avaient pas prévu ces butées géostratégiques qui sont venues entraver la géopolitique d'élargissement de l'Union européenne. En mettant fin à une expansion qui s'annonçait – par optimisme, voire par illusion – illimitée par une espèce d'appropriation institutionnelle de territoires et de populations, l'Union européenne n'avait pas de géopolitique de rechange et se retrouve dans des frontières incertaines et mouvantes. L'espace européen n'est ni fédéral à l'instar des Etats-Unis, ni compact à la chinoise, ni conflictuel comme l'Afrique, ni baroque à la manière

sud-américaine, il lui reste à se trouver une identité territoriale. Un territoire sans identité n'agglomère que de mornes plaines...

Pour être honnête, les problèmes avec la Turquie ou la Russie sont pour partie européens et aussi conséquents aux agissements troubles de ces deux derniers pays qui demeurent dubitatifs dans leurs choix politiques. La Turquie se démocratise avec une lenteur d'escargot, faisant alterner avancées et régressions socioculturelles, lorgnant vers le monde arabe et l'Europe, et jouant une carte biseauté au Proche-Orient en brimant sa population kurde et en s'éloignant de sa neutralité constructive dans le conflit israélo-palestinien. Quoiqu'en disent ses dirigeants, la Turquie troque chaque jour un habit plus religieux et s'affranchit de la laïcité engagée par son fondateur Atatürk. Alors que seules la France de Nicolas Sarkozy et l'Allemagne d'Angela Merkel étaient réticentes à une intégration pleine de la Turquie en Europe, il y a aujourd'hui un sentiment majoritaire européen pour considérer qu'un partenariat privilégié est la solution la mieux adaptée au contexte turco-européen.

La décennie 2000/2010 aura été pour la Russie celle d'une espèce de rédemption politique sous la conduite autoritaire de Vladimir Poutine. Son prédécesseur Boris Eltsine avait amorcé la vague jacobine en cherchant à colmater les brèches de la chute du mur de Berlin. Après le « dépeçage » de la défunte URSS au cours de la décennie précédente et les déconvenues des Balkans où la Russie s'est sentie humiliée par le bombardement des forces de l'OTAN de l'ex-Yougoslavie, le président Poutine s'est juré de redorer le blason national et de ne

plus tolérer qu'on cherche à européaniser des pays anciennement satellisés par l'URSS et où vivent d'importantes minorités russes. *Exit* par conséquent l'Ukraine et la Géorgie d'une intégration en Europe comme au sein de l'OTAN. Peu importe que la Russie ne retrouve pas ses habits impériaux, car Poutine n'a ni la nostalgie tsariste ni la brutalité stalinienne, ce vaste pays peu peuplé aspire à la puissance globale et à la grandeur – nonobstant des faiblesses économiques très substantielles, une emprise grandissante de l'Eglise orthodoxe et un archaïsme social. D'où cette Russie qui veut de l'Europe comme partenaire – notamment pour le pétrole et le gaz – mais refuse catégoriquement que l'UE ne s'élargisse aux dépens de son ancien pré carré soviétique.

Des limites à l'élargissement territorial viennent baliser l'espace européen. Ce fait pris en compte, se pose la question de l'attractivité de l'Europe comme territoire. L'Europe de l'Ouest, pays scandinaves inclus, est avec les Etats-Unis, le Japon et l'Australie un territoire doté des meilleures infrastructures (transports, universités, hôpitaux...) et offrant des services publics reconnus pour leur efficacité. A cette harmonie sociale s'ajoute une diversité culturelle qui favorise le tourisme. Si l'Europe centrale commence à rattraper son retard de développement, l'Europe de l'Est dispose bien souvent d'infrastructures et de services publics vétustes. Le rattrapage mettra du temps.

Mais l'attractivité d'un territoire est aussi économique et l'Europe est aujourd'hui en concurrence avec l'Asie émergente qui se développe à la vitesse d'un TGV, s'industrialisant à la mesure des délocalisations qui ont désertifié des

parcelles du territoire européen. A moyen terme, nonobstant les trésors architecturaux d'une histoire plurimillénaire, la « compétitivité » du territoire européen sera disputée par des territoires situés en Asie, en Amérique latine, voire en Afrique. Il ne suffit pas de claironner le credo « Nous sommes les meilleurs » pour apprivoiser la mondialisation à notre avantage.

Les territoires partagent un trait commun avec la démocratie : en négliger l'entretien provoque fatalement l'appauvrissement et le vieillissement. A ce dernier niveau, la pyramide démographique fait de l'Europe un territoire « vieilli », ce qui pose un problème dans le brassage équilibré des générations et nécessitera des migrations extérieures pour équilibrer les comptes sociaux et pourvoir aux emplois nécessaires. De plus, le vieillissement d'un territoire suppose plus d'engrais et d'énergie pour ensemençer ses forces actives.

Si l'Union européenne a su structurer avec pléthore son tissu administratif, de la Commission aux nombreux organismes de régulation et chercher une représentation politique plus stable avec le traité de Lisbonne, force est de constater que l'Europe a désormais un problème territorial d'attractivité et sa politique extérieure demeure illisible. L'Union européenne n'est même pas à l'abri de coups de torchon nationalistes et xénophobes si la situation économique ne s'améliore pas sensiblement au cours des prochaines années.

La dernière dramatisation du Conseil européen, sommé du fait de la spéculation internationale d'injecter plusieurs centaines de milliards d'euros pour sauver de la banqueroute d'abord la Grèce et éviter des réactions de déstabilisation en série

(Espagne, Portugal...), a montré certes une forte capacité de réaction. Mais réagir ne se substitue pas à une indispensable puissance d'agir que l'Europe doit reconquérir si nous voulons éviter le déclin économique. De la désindustrialisation aux délocalisations, du chômage de masse à l'endettement des Etats, d'une croissance atone à l'absence de grands projets, l'Europe s'est banalisée et son tissu socio-économique apparaît comme rabougri. De surcroît et au regard des considérables asymétries de développement et de niveau de vie entre ses différents pays, l'Europe se cramponne sur sa monnaie unique pour éviter un tsunami financier. Il est sûr qu'il faudra rapidement restructurer nos grandes institutions financières publiques et privées, de la Banque centrale européenne (BCE) aux grandes banques de crédit et d'investissement, et soumettre l'ensemble du système financier à une régulation plus orthodoxe pour éviter que la faillite potentielle d'un pays n'entraîne la chute du système financier. Par ailleurs, la défense de la monnaie a des incidences politiques, trop longtemps négligées par la BCE, à la différence de la Réserve fédérale qui sert de courroie de transmission à la politique économique du gouvernement américain.

Pour l'heure, personne ne sait comment faire avec un euro commun à des économies aussi distinctes et singulières et dont certains n'espèrent un salut provisoire que d'une dévaluation... prohibée par la première puissance européenne et la BCE. Face à une Allemagne qui veille à sécuriser ses finances et à dynamiser son commerce extérieur, toutes considérations qui sont connexes

d'un euro stable et fort, combien de pays européens sont très largement déficitaires et quasiment au bord d'une ruine des finances publiques, espérant une embellie de « dévaluations compétitives » de l'euro. Face à la cupidité des marchés financiers, on peut s'interroger sur la solidité des économies européennes tributaires de faiblesses financières chroniques. La dernière crise financière a donné le sentiment d'une impréparation politique à tenir ferme le gouvernail européen. Car la dramatisation du Conseil européen, cherchant à accréditer la soudaineté de la crise, est un leurre pour l'opinion publique et les médias qui masque les faiblesses de la politique européenne. Depuis le choc des *subprimes*, survenu il y a deux ans, les bulles et autres exubérances financières ont mis à mal les banques et le crédit à la consommation, la croissance et l'investissement, les exportations et tout ce qui constitue la richesse des nations. Dans ce contexte de « guerre économique », il était fatal que les Etats imprévoyants, dépensiers et endettés seraient à brève échéance en situation de rendre des comptes sur leurs manipulations budgétaires et autres tripatouillages financiers. Face à l'agressivité financière d'un supracapitalisme qui cherche à faire du profit sans retenue, il devenait logique de faire « craquer » les économies précaires et court-termistes. La monnaie unique aura constitué le paravent d'une dérive financière de nombre d'Etats européens – qui sont désormais sous influence communautaire et internationale (FMI). Quoi qu'on dise à Bruxelles (siège des institutions) ou à Strasbourg (siège du Parlement), c'est un camouflet pour l'Union européenne qui a évité la débâcle et devra

consentir des sacrifices économiques et financiers considérables pour espérer remonter la pente. L'Europe apparaît comme déboussolée malgré sa dernière capacité de résilience, en témoignent les redondances culturelles et l'absence d'une opinion publique européenne prête à s'enthousiasmer et à relever le défi d'une dépression économique et d'une avidité financière illimitée. Nul Keynes à l'horizon pour dynamiser l'économie par une relance de la consommation ; nul Freud pour remettre la sexualité sur ses deux pieds d'altérité et faire barrage à la déferlante de l'@mour ; nul Einstein pour faire avancer la science et faire reculer la course aux armements ; nul Spinoza pour ramener un peu de rationalité dans le casino des instincts et des passions techno-identitaires qui tatouent les sociétés européennes.

L'Europe, qui apparaissait rétive à la mondialisation, s'est « mondialisée » de la plus singulière manière, adoptant les modes et les clichés, déboulonnant les grands anciens pour idolâtrer des cancrs, mass-médiatisant tout et son contraire et restant coite face au dépérissement social et culturel. A l'Europe des fondateurs de l'après-guerre a succédé une génération de gestionnaires qui s'autocongratulent face aux ébranlements mondiaux.

S'il est une denrée qui fait florès presque partout, y compris dans les arcanes du pouvoir, c'est l'inculture. Avec, en prime, un soupçon envers les élites qui ne consentent pas à « s'exploser » dans les banlieues. Et, aussi, un zest de jalousie face à la réussite des autres. Forcément des autres, comme dirait Marguerite Duras, pour stigmatiser qui le Chinois qui s'empare de nos usines, qui l'Indien

qui s'empare de la technologie de pointe, qui le Brésilien dont le métissage s'est converti en conquête économique.

Et l'Européen, de quel esprit conquérant rêve-t-il ? de quelle boussole du monde cadre-t-il le continent européen ? de quelles valeurs nourrir une philosophie du possible, du meilleur et de l'espoir ? Annoncer à la manière d'un cabri « Développement Durable, Développement Durable... » ne sauvera ni la politique, ni l'économie, ni la culture européenne.

L'histoire de l'humanité n'a jamais ressemblé à un champ de roses. Il y a un temps pour la Renaissance et un temps pour le déclin, un temps pour les Lumières et un temps pour la terreur, un temps précaire et un temps pour la prospérité. Il est encore temps pour l'Europe d'aller à contretemps de la déprime, de la déconsidération (de soi et des autres) et de l'économie au ralenti. Après un XX^e siècle et ses idéologies tyranniques, après la Shoah et l'abaissement de l'humanité, l'Europe se retrouve déboussolée à l'aube du XXI^e siècle. La satisfaction immédiate des besoins tout comme les engagements légitimes contre le réchauffement climatique constituent des positions nécessaires. Il reste un dépassement politique à imaginer, une dynamique économique à mettre en œuvre, une prégnance sociale à imposer, un rayonnement culturel à envisager. Faire en sorte que les postures frayent le chemin à des engagements durables.

Tout un programme !

Emile H. Malet